

Les subsides

tout autre groupe de Canadiens qu'ils perdront ceci ou cela dans ces négociations n'est pas seulement prématuré, mais parfaitement malhonnête. Les négociations ont été amorcées parce que nous voulons donner à tous les Canadiens la possibilité de conserver et d'améliorer leurs possibilités de développement économique.

M. Boudria: Monsieur le Président, le député a fait des observations, mais il n'a pas posé de question. Je vais toutefois commenter brièvement les observations du député de Cape Breton Highlands—Canso (M. O'Neil).

Le député a commencé par dire que M. Murphy ou ses confrères américains sont censés faire des déclarations officielles, comme c'est d'ailleurs le cas, tout comme notre négociateur est censé se taire; or je ne vois pas ce qu'il y a de logique dans tout cela. Que ces gens négocient en privé ou en public, ils devraient observer les mêmes règles du jeu. On ne saurait imposer certaines règles à un groupe et d'autres à l'autre groupe.

Quand j'interviens à la Chambre des communes, j'imagine qu'un membre du congrès aux États-Unis voudra s'assurer que son domaine est bien protégé. Et il en a parfaitement le droit. Mais j'ai moi aussi le droit d'exposer mon point de vue pour m'assurer que l'on protégera les intérêts des agriculteurs, des fabricants de chaussures, des travailleurs d'usines et de tous les électeurs de la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell qui m'ont chargé de les représenter à la Chambre des communes, et c'est précisément ce que je compte faire.

M. McDermid: Monsieur le Président, je voudrais poser une petite question. Je remercie le député de prendre la défense de ses électeurs des collectivités rurales. Je me suis entretenu avec les porte-parole de nombreuses associations agricoles, notamment celle des producteurs laitiers, non seulement dans ma région, mais un peu partout dans la province et le Canada en général.

Ce qui me plaît à propos de ces négociations, ce sont les consultations auxquelles nous procédons. Jamais un projet de cette importance n'a donné lieu à des consultations aussi intenses. Ces dernières se sont révélées très avantageuses et elles ont permis au gouvernement et à nos négociateurs de recueillir des renseignements très précieux.

Dans sa dernière phrase le député de Glengarry—Prescott—Russell disait que le gouvernement avait intérêt à se raviser et à faire quelque chose. Le gouvernement fait quelque chose. Nous négocions un accord commercial bilatéral avec les États-Unis.

Les libéraux n'ont pas encore arrêté leur politique à ce sujet. Il y a d'un côté le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) qui est contre les négociations. Il y a de l'autre le député de Saint-Henri—Westmount (M. Johnston) qui est en faveur des négociations. Le très honorable chef de l'opposition officielle (M. Turner) est d'accord avec tous les deux. Nous ne connaissons pas au juste la position du parti libéral et nous ignorons ce qu'il ferait d'autre. Est-ce que les libéraux négocieraient un accord bilatéral avec les États-Unis, qui sont notre principal partenaire commercial et qui constituent le plus gros bloc commercial du monde actuellement? Ou est-ce qu'ils s'en tiendraient aux méthodes du GATT, qui traînent en longueur, avec probablement quatre ans de négociations et encore des années de mise en place par la suite? Qu'est-ce que les libéraux

feraient au juste au sujet des négociations commerciales? Est-ce qu'ils négocieraient ou courraient-ils se cacher?

M. Boudria: Monsieur le Président, ceux qui courent se cacher quand le débat s'anime un peu trop, ce sont ceux d'en face. Ce sont eux qui ont fait 338 promesses et qui ont essayé d'en éluder la plupart, sinon toutes, à l'exception de la peine capitale, qui est sans doute la seule au sujet de laquelle ils n'auraient pas dû s'exécuter.

Je ne m'excuse pas de ce que mon parti demande des comptes au gouvernement. Nous essayons de dire au gouvernement qu'il ne peut pas dire une chose en 1983, une autre en 1984 et encore une autre en 1985, pour ensuite parler de libre-échange en 1986. C'est une chose que les Canadiens ne supporteront pas. Ce qu'il nous faut c'est un gouvernement qui soit honnête et sincère avec la population, qui nous dise exactement ce qui se passe au fur et à mesure, même s'il y a certaines choses dans les négociations qui doivent se faire en privé. N'importe quel négociateur sait cela, et tous les députés le savent.

Mais le gouvernement nous doit quand même des assurances élémentaires, et il ne nous les fournit pas. Et en plus, il ne nous fournit pas ce que le même gouvernement et le même premier ministre ont promis il y a un certain temps. Je pourrais relire chacune de ces déclarations contradictoires que j'ai lues il y a dix minutes. Ce n'est pas pour cela que le gouvernement a été élu. Il n'a pas été élu pour dire une chose et faire le contraire. Le gouvernement a été élu pour gouverner.

Notre rôle à la Chambre des communes, c'est de demander des comptes au gouvernement. Quant à moi, j'ai l'intention de continuer à le faire. Je ne veux pas voir le gouvernement abandonner le système de gestion de l'offre alors qu'il a refusé jusqu'ici de donner l'assurance qu'il ne le ferait pas. Je mets au défi le député d'en face de me montrer dans la documentation distribuée dans les centres commerciaux hier où il est dit que la gestion de l'offre va être protégée. Je vais même lui prêter mon exemplaire du document s'il ne l'a pas.

• (1630)

M. Waddell: Monsieur le Président, j'ai un bref commentaire et une question. A ce qu'il me semble, il y a trois aspects dans ce débat. Le premier, c'est une controverse sur ce qu'a dit M. Reisman, le négociateur du libre-échange. Le ministre affirme que le gouvernement et M. Reisman disent la même chose. Le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) affirme qu'ils se contredisent et que cela nuit aux négociations.

Le deuxième aspect du débat porte sur Investissement Canada. La députée de Broadview—Greenwood (M^{me} McDonald) a fait valoir qu'Investissement Canada ne remplit pas bien son rôle lorsqu'il s'agit de surveiller si les entreprises étrangères qui rachètent des entreprises canadiennes respectent leurs engagements.

Le troisième aspect touche le vaste débat idéologique qui entoure la question de l'investissement étranger. Le NPD a une position plutôt claire là-dessus, je crois. Nous ne sommes pas contre l'investissement étranger, mais nous croyons qu'il doit être contrôlé. Les investisseurs doivent être forcés de réinvestir leurs profits, de mener des activités de recherche et de développement au Canada, de prendre des Canadiens dans leurs conseils d'administration et en tant qu'associés, de faire un effort pour acheter des produits canadiens et, enfin,